

# L'Europe peine à réduire sa dépendance à l'Asie

Alors qu'on parle à nouveau de pénurie de médicaments, le patron de l'Association européenne des génériques déplore le manque de soutien public à la relocalisation de la production d'ingrédients pharmaceutiques en Europe.

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER

À la faveur de l'épidémie de covid qui frappe la Chine, la crainte d'une pénurie de certains médicaments – en particulier les antidouleurs comme le paracétamol (Dafalgan...) – similaire à celle qu'on a connue en 2020 ressurgit. Et pour cause, l'approvisionnement de l'Europe en principe actif du paracétamol est assuré à plus de la moitié par la Chine. Si des restrictions à l'exportation devaient être mises en place par les autorités locales pour faire face à la forte demande, cela pourrait poser problème à l'Europe. « C'est un risque très identifié pour les semaines à venir », expliquait dans *Les Echos* un ministre du gouvernement français. Le quotidien économique citait aussi le témoignage anonyme d'un cadre dirigeant d'un grand industriel de la pharmacie indiquant que « les autorités chinoises s'organisent pour réquisitionner les usines qui produisent du paracétamol pour servir en priorité leur propre marché ».

Du côté de la fédération européenne des producteurs de médicaments génériques, Medicines for Europe, on tempère. « Nous suivons de près la situation et pour l'heure, nous ne voyons aucune restriction à l'exportation être mise en place en Chine, réagit son directeur général Adrian van den Hoven. « Nous entendons les rumeurs mais elles ne se confirment pas. Ceci dit, il faut être prudent car la Chine est un pays assez imprévisible ». Le risque de pénurie est, selon lui, moindre qu'il y a trois ans car les entreprises pharmaceutiques ont adopté depuis lors une approche plus prudente dans leur politique d'approvisionnement en matières premières. « Elles



ont beaucoup plus de stocks afin d'être prêtes à faire face à d'éventuelles restrictions. La fermeture des frontières en 2020 a été un choc et a laissé des traces... »

## Coûts de production imbattables

Reste un problème lancinant : celui de la dépendance de l'Europe à la Chine et à l'Inde en matière d'ingrédients pharmaceutiques actifs (API), soit la matière première des médicaments. Une étude de l'association des génériqueurs allemands Pro Generika datant de 2020 indiquait que sur les 3.786 certificats valides qui permettent à un fabricant de commercialiser ses ingrédients sur le territoire européen, deux tiers sont détenus par des sociétés asiatiques. Sur les 554 ingrédients analysés, un sur six n'est plus produit qu'en Asie. Ce tableau était complètement inversé il y a vingt ans lorsque l'Europe dominait ce marché. Les producteurs européens ont progressivement délaissé les ingrédients les plus basiques et à faible valeur ajoutée pour se concentrer sur les ingrédients nécessitant de petits volumes ou les plus complexes à produire. L'Asie a repris le flambeau grâce à ses coûts de production imbattables (salaires plus bas, règles environnementales plus

laxistes...).

Suite aux pénuries de médicaments que l'Europe a connues durant la crise du covid, le caractère problématique de cette dépendance est apparu au grand jour. La Commission a aussitôt fait de la souveraineté sanitaire européenne une de ses priorités. Dans sa stratégie pharmaceutique présentée en novembre 2020, « le renforcement de la résilience de la chaîne d'approvisionnement des médicaments » figurait en bonne place. Deux ans plus tard, où en est-on ? A-t-on réussi à réduire en partie cette dépendance vis-à-vis de l'Asie ? Pas vraiment, à en croire Adrian van den Hoven.

« Nous sommes déçus. Il y a eu beaucoup de beaux discours mais peu d'actions. Il n'y a pas eu de véritable politique de soutien à la production de principes actifs alors que des fonds européens énormes ont été débloqués pour soutenir d'autres industries comme la microélectronique, les énergies renouvelables... » Il pointe la législation sur les aides d'Etat qui empêche les pays de soutenir financièrement des entreprises lorsqu'il s'agit de production. Il y a bien eu le lancement d'un Projet Important d'Intérêt Européen Commun (IPCEI) dédié à la pharma qui permet aux Etats membres de financer des projets au-de-

**Actuellement, l'approvisionnement de l'Europe en principe actif du paracétamol est assuré à plus de la moitié par la Chine.** © BELGA

là des limites fixées par la réglementation en matière d'aides d'Etat mais ce programme ne concerne que la recherche. Adrian van den Hoven espère aujourd'hui que son secteur ne sera pas oublié dans le débat sur la création d'un fond européen de souveraineté visant à soutenir la relocalisation de certaines activités clés pour l'autonomie de l'Europe.

## Des avancées en Autriche et en France

Dire que la situation ne s'est pas améliorée serait néanmoins réducteur. En Autriche, suite à la crise du covid, le producteur suisse de génériques Sandoz (Novartis) a renoncé à fermer la dernière chaîne de production intégrée d'antibiotiques d'Europe et a annoncé investir 100 millions sur cinq ans sur le site de Kundl pour le moderniser et le rendre plus compétitif. Un investissement réalisé de concert avec le gouvernement autrichien qui a mis 50 millions sur la table pour soutenir le développement de nouveaux processus de production. Le mois dernier, Sandoz a annoncé 50 millions d'investissements supplémentaires à Kundl pour augmenter la capacité de production de produits finis à base de pénicilline. Une bonne nouvelle pour l'indépendance de l'Europe quand on sait qu'en 2020, 65 % de l'amoxicilline (la pénicilline de base) consommée en Europe était produite en Chine, selon l'étude Pro Generika.

En France, le gouvernement a joué un rôle moteur en soutenant, via son plan de relance, un projet visant à relocaliser la chaîne de production du paracétamol. Le groupe pharmaceutique Seqens s'est lancé dans la construction d'une usine à Roussillon (Isère) capable de produire 15.000 tonnes par an de principes actifs. Sa production sera absorbée par les groupes pharmaceutiques Sanofi (Doliprane) et Upsa (Efferalgan) qui, jusqu'ici, se contentaient de conditionner en France le principe actif importé depuis l'Asie. Initialement prévue pour 2023, l'ouverture de cette usine a néanmoins été reportée à fin 2025-début 2026. Il a en effet fallu davantage de recherches et d'investissements que prévu pour réussir à « verdir » les processus de production.

Des investissements pour étendre des capacités de production en Italie et pour créer de nouvelles capacités en Grèce et en Espagne ont aussi été annoncés par différents groupes pharmaceutiques, ajoute Adrian van den Hoven mais il s'agit d'initiatives à 100 % privées. « Je ne pense pas que cela va nous permettre de réduire sensiblement notre dépendance à l'Asie. »

## covid Même repéré, un nouveau variant sera compliqué à contenir

SANDRA DURIEUX

La situation chinoise peut-elle dégénérer au point de relancer une pandémie ? Aucun expert ne se risquera à des pronostics fermes sur cette question ; le virus nous ayant habitués aux (mauvaises) surprises. Si cette vague inédite d'infections n'est pas anormale au regard de la levée brutale de la politique « zéro covid », le manque de transparence des autorités chinoises sur la réalité de l'épidémie sur place contribue certainement au scepticisme ambiant.

### 1 La flambée des cas peut-elle être due à un nouveau variant ?

Cela ne semble pas être le cas. « Si les données en provenance de Chine sont parcellaires, elles ne sont pas nulles non plus », explique le virologue de Sciensano, Steven Van Gucht. « Et ce qu'on voit, c'est que les infections là-bas sont portées par le variant omicron, et plus précisément son sous-variant BF.7, qui a été à l'origine d'une vague épidémique en Belgique à l'été. On a donc déjà été

*La Chine est confrontée pour la première fois à omicron et comme nous il y a un an, cela mène à un niveau de contaminations record, d'autant que toutes les mesures ont été levées en même temps*

Steven Van Gucht  
Virologue



confrontés à cette souche contre laquelle on a développé une immunité. En réalité, ce qu'il se passe là-bas est assez simple : le pays est confronté pour la première fois à omicron et, comme nous il y a un an, cela mène à un niveau de contaminations record, d'autant que toutes les mesures ont été levées en même temps. » Des spécialistes estiment même que la Chine pourrait vivre en une seule fois ce que les Européens ont connu sur au moins quatre vagues d'omicron en 2022, tuant près de 500.000 personnes sur l'ensemble du continent.

### 2 Si c'est omicron, pourquoi s'inquiéter ?

Pour l'épidémiologiste suisse Antoine Flahault, la flambée épidémique dans ce pays est particulièrement alarmante car le virus va circuler intensivement dans une population de 1,4 milliard de personnes qui, contrairement au reste du monde, a peu d'immunité acquise par la vaccination ou les infections naturelles. Cette réplique extrême du vi-

rus peut mener à des erreurs de frappe, des mutations qui peuvent créer un nouveau variant peut-être plus virulent qu'omicron. « Si ce risque existe, il est purement théorique, estime pour sa part Steven Van Gucht. Si le virus circule beaucoup en Chine c'est aussi le cas dans le monde et même encore chez nous en ce moment où on s'attend à une remontée des infections après les fêtes. Le problème est que les gens gardent en tête ce qu'il s'est passé en Chine il y a 3 ans mais la réalité de la pandémie aujourd'hui avec omicron, les vaccins et l'immunité n'est plus la même. »

### 3 Pourquoi ne pas prendre un minimum de précaution en testant les voyageurs ?

C'est ce que recommandent les experts du Risk Assessment Group dans leur rapport datant du 21 décembre : « Au vu de la situation épidémiologique en Chine, il est important d'assurer la surveillance active d'éventuels nouveaux variants émergents et, dès lors, le RAG recommande que les voyageurs revenant de la

Chine et qui présentent des symptômes soient testés. » À l'issue de la réunion européenne de ce jeudi, les experts se sont également accordés sur l'importance d'assurer un minimum de surveillance et de séquençage génomique du virus en Chine sans toutefois préciser les modalités pratiques. Le centre européen de contrôle des maladies (ECDC) trouve par contre que ces dépistages seraient injustifiés au regard du niveau d'immunisation des Européens. « Le seul intérêt de tester les voyageurs provenant de Chine serait d'avoir plus de données sur les variants circulant là-bas et de détecter si un plus virulent arrive, ajoute le virologue. Mais quoi qu'il arrive même si on le repère, ce sera difficile d'empêcher sa propagation dans un contexte où tout est ouvert. Si l'on devait tester un bus de voyageurs revenant du ski, probablement qu'on trouverait un grand nombre de cas positifs car à cette période, le virus circule beaucoup. Cela peut d'ailleurs être un contexte favorable aux mutations. Celles-ci peuvent aussi apparaître dans d'autres pays. Donc se focaliser uniquement sur les voyageurs chinois n'a pas beaucoup d'intérêt selon moi. »